



Ministre de l'Intérieur

Secrétariat de la Police Intégrée (SSGPI)

FAQ 2017-08

Date d'émission

04-12-2017

OBJET Allocation de fin d'année 2017 – Questions fréquemment posées – Outils de réponse

Chargé de dossier SSGPI Tél 02 554 43 16 (police locale)
Tél 0800 99 272 (police fédérale)

En tant que service du personnel, vous êtes certainement interrogés par des membres de votre personnel pour une question par rapport au paiement de l'allocation de fin d'année 2017. Les questions portant la plupart du temps sur une différence au niveau du montant net par rapport à celui perçu en 2016.

Afin de vous aider dans cette tâche, vous trouverez ci-après un certain nombre de réponses à des questions fréquemment posées.

1. Suite à un changement de relation de travail (par exemple : mobilité normale, promotion sociale, mobilité INEX, passage de contractuel à statutaire) durant la période de référence de l'allocation de fin d'année (janvier à septembre 2017), je constate sur ma fiche de traitement relative au paiement de l'allocation de fin d'année (du 18-12-2017) que le montant net mentionné est moins élevé que l'année précédente. Pourquoi ?

Ce 18-12-2017, seule la partie de l'allocation de fin d'année relative à la nouvelle relation de travail sera payée.

Pour les membres du personnel payés anticipativement, la partie de l'allocation de fin d'année relative à l'ancienne relation de travail a été payée le 29-11-2017 (avec leur traitement de décembre 2017).

Pour les membres du personnel payés à terme échu, la partie de l'allocation de fin d'année relative à l'ancienne relation de travail sera payée le 28-12-2017 (avec les arriérés).

2. Suite à un changement de relation de travail (par exemple : mobilité normale, promotion sociale, mobilité INEX, passage de contractuel à statutaire) en dehors de la période de référence de l'allocation de fin d'année (octobre à décembre 2017), je ne trouve pas ma fiche de traitement relative au paiement de l'allocation de fin d'année qui était censé avoir lieu ce 18-12-2017.

Pour les membres du personnel payés anticipativement, l'entièreté de leur allocation de fin d'année a été payée le 29-11-2017 (avec leur traitement de décembre 2017).

Pour les membres du personnel payés à terme échu, l'entièreté de leur allocation de fin d'année sera payée le 28-12-2017 (avec les arriérés).

3. En consultant ma fiche de traitement relative au paiement de l'allocation de fin d'année, je constate qu'il n'y a pas de retenue de précompte professionnel sur mon allocation de fin d'année. Pourquoi ?

Pour la détermination du précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année, le mois de référence est celui de décembre.

S'il n'y a pas de précompte professionnel retenu sur le traitement mensuel de décembre (par exemple : en raison du nombre d'enfants en charge et/ou en raison du fait que le conjoint/la conjointe n'a pas de revenus professionnels propres), il n'y aura pas non plus de précompte professionnel retenu sur l'allocation de fin d'année.

Remarque : pour une personne qui a changé d'employeur, qui a quitté les services de police, le moteur salarial prendra comme mois de référence pour la détermination du précompte professionnel, le dernier mois d'activité de service connu en Themis.

4. Je suis marié(e) et mon conjoint/ma conjointe ne perçoit pas de revenus professionnels propres. Pour cette raison, j'ai droit à une réduction de précompte professionnel au niveau de ma rémunération mensuelle normale. Qu'en est-il au niveau de la détermination du précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année ?

Pour la détermination du précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année, il n'est pas tenu compte de l'état civil du membre du personnel (marié, célibataire, divorcé, ...) et dès lors pas non plus des revenus professionnels ou de l'absence de revenus du conjoint/de la conjointe.

Seule la charge de famille (enfants à charge) peut, le cas échéant, entraîner une réduction du précompte professionnel normalement dû. Cette réduction de précompte sera fonction de la rémunération mensuelle imposable du mois décembre et du nombre d'enfants à charge.

En annexe, vous pourrez retrouver les barèmes de précompte professionnel applicables sur l'allocation de fin d'année 2016 et 2017.

5. En consultant ma fiche de traitement relative au paiement de l'allocation de fin d'année, je constate que la réduction de précompte professionnel pour enfants à charge dont je bénéficiais en 2016 n'a pas été appliquée sur l'allocation de fin d'année 2017. Pour cette raison, le montant net perçu cette année est inférieur par rapport à celui de l'année passée. Pourquoi ?

En fonction du montant du traitement mensuel imposable de décembre 2017 (traitement et allocation comprise) et du nombre d'enfants à charge, une ou plusieurs réductions de précompte professionnel peuvent être appliquées.

Un avancement barémique/l'octroi d'une allocation fixe payée avec le traitement/une augmentation intercalaire intervenue entre décembre 2016 et décembre 2017 pourrait dès lors entraîner un pourcentage plus élevé de retenue précompte professionnel et dès lors un montant net moins élevé que l'année passée.

Exemple :

- En 12/2016, le traitement mensuel imposable du membre du personnel s'élevait à € 2.300. Ce membre du personnel avait 4 enfants à charge.

Si on consulte le barème de précompte professionnel applicable sur l'allocation de fin d'année 2016, on constate que le pourcentage de précompte professionnel normalement dû est de 46,44%.

Le montant imposable de son allocation de fin d'année s'élève à € 1.630, ce qui nous donnerait une retenue de précompte de € 756,97. Toutefois, avec 4 enfants à charge, le barème nous indique que le membre du personnel doit bénéficier d'une réduction de 55%. Au lieu de € 756,97, la retenue doit donc être de € 340,64 (756,97 – 416,33).

- En 12/2017, ce même membre du personnel a toujours 4 enfants à charge mais son traitement mensuel imposable s'élève maintenant à € 2.400.

Si on consulte le barème de précompte professionnel applicable sur l'allocation de fin d'année 2017, on constate que le pourcentage de précompte professionnel normalement dû est de 46,44%.

Le montant imposable de son allocation de fin d'année s'élève à € 1.635, ce qui nous donne une retenue de précompte de € 759,29.

Avec 4 enfants à charge mais un traitement mensuel imposable supérieur à € 2.385,84, on constate à la lecture du barème qu'il ne peut plus bénéficier de la réduction de 55%.

En 2017, malgré le fait qu'il ait toujours la même charge de famille, le précompte retenu s'élève à 759,29 alors qu'il était de 340,64 (différence de 418,65).

6. En consultant ma fiche de traitement relative au paiement de l'allocation de fin d'année, je constate que le pourcentage de précompte professionnel retenu en 2017 est plus élevé et par voie de conséquence que le montant net perçu est inférieur par rapport à l'année passée. Pourquoi ?

Etant donné que le traitement de référence pour la détermination du précompte professionnel est celui de décembre, il convient de partir de ce traitement mensuel imposable (allocation comprise) du membre du personnel et de voir dans quelle tranche (de la colonne 2 de l'annexe) le membre du personnel se situe afin de déterminer le pourcentage de précompte professionnel qui sera retenu du montant imposable de l'allocation de fin d'année.

En annexe, vous pourrez retrouver les barèmes de précompte professionnel applicables sur l'allocation de fin d'année 2016 et 2017.

Un avancement barémique/l'octroi d'une allocation fixe payée avec le traitement/une augmentation intercalaire intervenue entre décembre 2016 et décembre 2017 pourrait dès lors entraîner un pourcentage plus élevé de retenue précompte professionnel et dès lors un montant net moins élevé que l'année passée.

7. Pour tout le mois de décembre 2017, en tant que membre du personnel contractuel/statutaire, j'ai opté pour un régime de redistribution du temps de travail (par exemple : interruption de carrière à 100%) qui implique que je n'ai pas perçu de traitement au sens de la définition légale de traitement. Comment a été déterminé le pourcentage de précompte professionnel sur le montant imposable de mon allocation de fin d'année ?

Comme mentionné, le traitement de référence pour la détermination du précompte professionnel est celui de décembre.

Si bien que si, en étant toujours membre du personnel actif des services de police, en raison d'un régime de redistribution du temps de travail (par exemple : interruption de carrière à 100%), le membre du personnel ne perçoit aucun traitement pour le mois de décembre, pour la détermination du précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année, il sera tenu compte du revenu annuel minimum moyen garanti (RMG).

Pour un membre du personnel de la police locale (contractuel ou statutaire), ce RMG s'élève pour 2017 à un montant brut annuel indexé de € 18.751,08 (et donc un montant mensuel imposable de € 1.358,36), ce qui nous donne (sur base du barème de précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année) un pourcentage de précompte professionnel (hors réduction pour charge de famille éventuel) à appliquer de 35,33%.

8. Durant le mois de décembre 2017, en tant que membre du personnel statutaire, j'ai été en disponibilité maladie. Comment a été déterminé le pourcentage de précompte professionnel sur le montant imposable de mon allocation de fin d'année ?

Comme mentionné, le traitement de référence pour la détermination du précompte professionnel est celui de décembre.

Etant donné que le membre du personnel statutaire en disponibilité maladie ne perçoit pas un traitement normal mais un traitement d'attente, pour la détermination du précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année, il sera tenu compte du revenu annuel minimum moyen garanti (RMG).

Pour un membre du personnel de la police locale (contractuel ou statutaire), ce RMG s'élève pour 2017 à un montant brut annuel indexé de € 18.751,08 (et donc un montant mensuel imposable de € 1.358,36), ce qui nous donne (sur base du barème de précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année) un pourcentage de précompte professionnel (hors réduction pour charge de famille éventuel) à appliquer de 35,33%.

9. Durant le mois de décembre 2017, en tant que membre du personnel contractuel, j'ai été en congé de maladie, ce qui a entraîné le calcul d'une sous-période pour ma rémunération mensuelle du mois de décembre 2017. Comment a été déterminé le pourcentage de précompte professionnel sur le montant imposable de mon allocation de fin d'année ?

Comme mentionné, le traitement de référence pour la détermination du précompte professionnel est celui de décembre.

En dehors de la période de salaire garanti, le membre du personnel contractuel ne perçoit pas un traitement normal mais un revenu de remplacement (indemnisation mutuelle). A partir de ce moment, comme il ne perçoit plus un traitement payé par l'employeur (revenu de remplacement), pour la détermination du précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année, il sera tenu compte du revenu annuel minimum moyen garanti (RMG).

Pour un membre du personnel de la police locale (contractuel ou statutaire), ce RMG s'élève pour 2017 à un montant brut annuel indexé de € 18.751,08 (et donc un montant mensuel imposable de € 1.358,36), ce qui nous donne (sur base du barème de précompte professionnel sur l'allocation de fin d'année) un pourcentage de précompte professionnel (hors réduction pour charge de famille éventuel) à appliquer de 35,33%.

10. Je suis membre du personnel CALog du niveau D. En 2016, je bénéficiais de la prime d'intégration payée avec mon allocation de fin d'année. Lorsque je consulte ma fiche de traitement relative à mon allocation de fin d'année 2017, je constate que celle-ci n'est plus payée. Pourquoi ?

La prime d'intégration est payée en même temps que l'allocation de fin d'année en faveur des membres du personnel CALog (contractuel ou statutaire) du niveau D de la police intégrée. Il y a toutefois une exception à ce principe.

En effet, si ce membre du personnel (qui s'inscrit à une formation certifiée suivie avec fruits) s'est vu ouvrir le droit à l'allocation de développement des compétences à partir de 09/2017, il ne pourra plus bénéficier du paiement de la prime d'intégration avec son allocation de fin d'année 2017.

En conséquence, le montant net de son allocation de fin d'année 2017 pourra être inférieur à celui perçu en 2016.

11. Durant la période de référence (janvier à septembre 2017) pour le calcul de l'allocation de fin d'année, j'ai travaillé selon un régime de travail à temps partiel/mi-temps (par exemple : interruption de carrière). En décembre 2017, j'ai retravaillé à temps plein. Comment a été déterminé le pourcentage de précompte professionnel sur le montant imposable de mon allocation de fin d'année ?

Etant donné que le traitement de référence pour la détermination du précompte professionnel est celui de décembre, il a dès lors été tenu compte du montant imposable (allocation comprise) de décembre pour des prestations à 100%.

Bien que le montant brut de l'allocation de fin d'année soit peu élevé (en raison des prestations temps partiel/mi-temps durant la période de référence), le pourcentage de précompte professionnel retenu sera, quant à lui, élevé et entraînera dès lors un montant net moindre au titre d'allocation de fin d'année.

12. Durant la période de référence (janvier à septembre 2017) pour le calcul de l'allocation de fin d'année, j'ai travaillé selon un régime de travail à temps plein. En décembre 2017, j'ai opté pour un régime de travail à temps partiel/mi-temps (par exemple : interruption de carrière). Comment a été déterminé le pourcentage de précompte professionnel sur le montant imposable de mon allocation de fin d'année ?

Etant donné que le traitement de référence pour la détermination du précompte professionnel est celui de décembre, il a dès lors été tenu compte du montant imposable (allocation comprise) de décembre pour des prestations à temps partiel/mi-temps.

Bien que le montant brut de l'allocation de fin d'année soit élevé (en raison des prestations à temps plein durant la période de référence), le pourcentage de précompte professionnel retenu sera, quant à lui, faible et entraînera dès lors un montant net plus élevé au titre d'allocation de fin d'année.

-----XXXXX-----